

Contribution de SFR aux consultations de l'Arcep portant sur les projets de décisions précisant les modalités de l'accès aux lignes de communication à très haut débit en fibre optique ainsi que sur les recommandations associées, et les cas dans lesquels les points de mutualisation peuvent se situer dans les limites de la propriété privée

Depuis la précédente consultation de l'Arcep, en avril dernier, la question des modalités de déploiement et de mutualisation dans les zones moins denses s'est révélée essentielle.

Le Gouvernement a ainsi souhaité lancer une dynamique forte pour la couverture du territoire au-delà des zones les plus denses, en y associant notamment la Caisse des Dépôts. Le débat parlementaire qui s'est tenu en juillet au Sénat, dans le cadre de la proposition de Loi du sénateur Xavier Pintat atteste également de la très forte attente de la collectivité nationale sur ce sujet.

Les deux groupes de travail lancés par l'Arcep ne portent d'ailleurs essentiellement plus que sur cette problématique : la définition des modalités raisonnables de couverture des zones moins denses, et des immeubles ou quartiers moins denses au sein des zones très denses.

SFR soutient cette démarche et participe activement aux travaux visant à définir les principes de déploiement dans ces zones, pour lesquelles l'enjeu est d'aboutir à la couverture la plus large possible par l'optimisation de ses investissements.

Dans ce contexte, et dans l'attente du résultat de ces travaux, prévus à l'automne, il nous semble primordial que le projet de décision de l'Arcep reste plus prudent qu'il ne l'est aujourd'hui sur la définition des zones très denses, en limitant la taille de ces zones autour de 4 M de prises au maximum, afin de ne pas risquer une préemption potentiellement définitive d'une partie de ces zones par France Télécom.

En effet, autant il sera peut être envisageable économiquement, notamment si les modalités tarifaires de location des fourreaux de France Télécom sont revues en conséquence, de rattraper notre retard sur les zones déjà déployées par France Télécom, autant cela paraît impossible si ces zones continuent à s'étendre, sous l'impulsion de l'Arcep. C'est tout l'enjeu d'une couverture concurrentielle du territoire qui se pose donc.

L'essentiel de notre contribution et des analyses que nous avons réalisées porte sur ce sujet, majeur à nos yeux et très fortement structurant pour l'avenir du déploiement de la fibre optique en France.

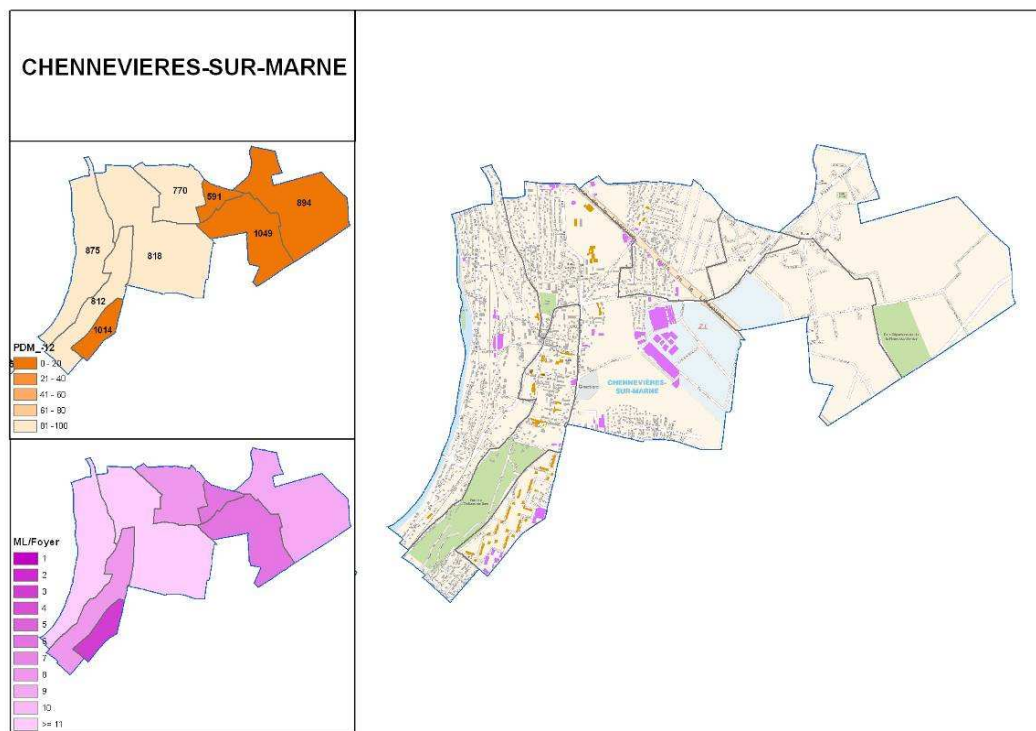
Nous aborderons également rapidement quelques remarques concernant le multi fibres, le partage des coûts, et les échanges d'informations préalables.

1. Concernant la taille des zones très denses définies par l'Arcep

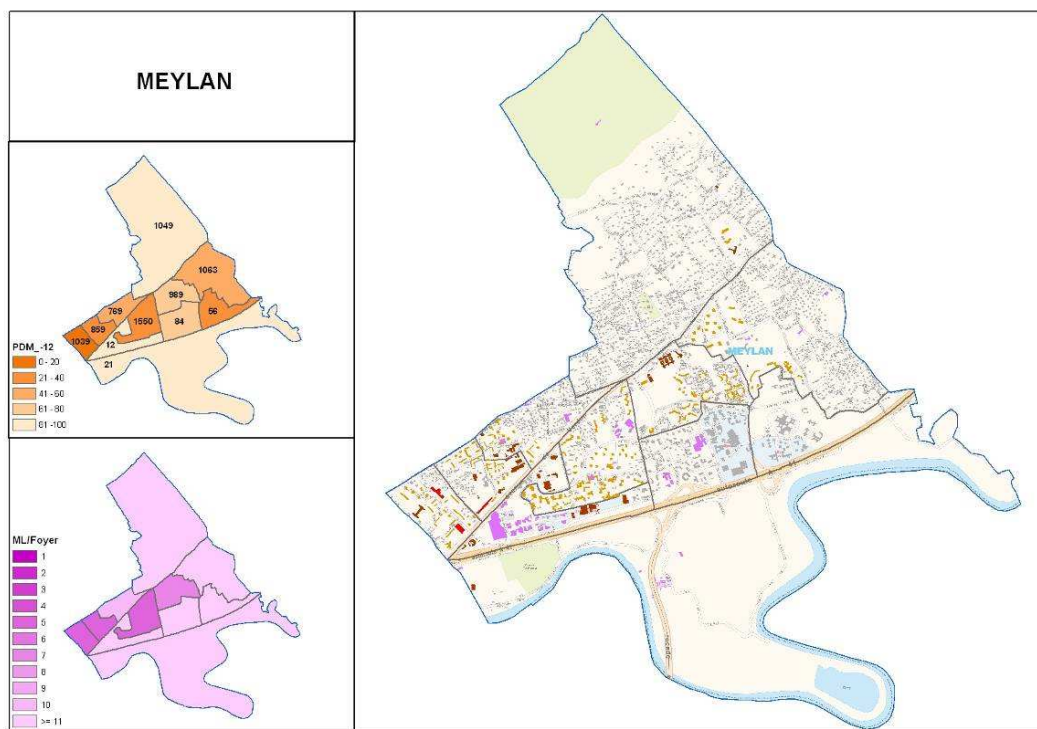
L'Autorité doit être consciente que la taille très importante des zones très denses définie dans son projet de décision crée le risque d'aboutir à une fracture numérique au sein d'un grand nombre de communes ainsi listées, car, et notamment pour les communes les moins denses :

- Il peut exister un écart type important de densité en termes de nombre de mètres linéaires par logement au sein des quartiers d'une même ville, rendant économiquement non viable la couverture de ces quartiers
- Par ailleurs, la proportion d'immeubles de moins de 12 logements et de pavillons, au sein de certains quartiers, pour lesquels il n'existe pas aujourd'hui de solution de raccordement permettant un niveau de mutualisation suffisant, peut-être telle qu'elle rend également non viable économiquement la couverture de ces quartiers.

On peut le constater visuellement très simplement sur les cartes de deux communes de la banlieue parisienne et de Grenoble, situées en zones très denses par l'Arcep, dont un nombre très significatif d'Iris sont trop peu denses pour permettre leur déploiement distinct par chacun des acteurs (nombre de mètres linéaires par logement en violet ; pourcentage de logements dans des immeubles de plus de 12 logements en beige ; nombre de logements dans chaque Iris) :



	Nombre de logements	Individuel	Moins de 12	Plus de 12	ml / prise
Chennevières sur Marne	7379	2580	990	3809	9
		35%	13%	52%	



	Nombre de logements	Individuel	Moins de 12	Plus de 12	ml / prise
Meylan	7995	2004	1636	4355	16
		25%	20%	54%	

Au-delà, la démultiplication inutile des investissements sur des villes de taille secondaire, si chaque opérateur est contraint, de déployer son propre réseau jusqu'au pied des immeubles, aura un impact mécanique considérable sur les coûts de déploiements et la couverture concurrentielle du territoire, au détriment des consommateurs.

L'Arcep prend donc, selon notre analyse, un risque majeur à considérer que le seul fait de permettre aux acteurs de demander une fibre qui leur sera dédiée, va les inciter et leur permettre de raccorder ces immeubles sur des zones aussi larges. Une telle présomption ne s'appuie que sur la vague intention de certains acteurs et ne repose aujourd'hui sur aucun fondement économique sérieux.

Une décision économique à ce point majeure, qui n'est étayée par aucun modèle de coût sérieux, n'est pourtant pas habituelle !

Il convient donc de rappeler et de prendre en compte, que ce sont quelques milliards d'euros d'investissement qui sont en jeu, liés à cette seule définition de la taille des zones très denses.

2. Concernant la nécessité de définir les bases d'une mutualisation plus en amont des immeubles entre au moins trois acteurs

Si l'objectif visé par l'Arcep de permettre un câblage multi fibres des immeubles en zones très denses est bien que chaque opérateur qui le souhaite puisse réellement bénéficier de sa propre fibre, il est nécessaire de s'assurer en conséquence que l'ensemble des immeubles visés soient réellement économiquement accessibles par les différents opérateurs.

Au sujet du multi fibres, SFR souhaite rappeler sa position :

- Soit aucun acteur ne souhaite bénéficier d'une fibre dédiée, et dans ce cas, SFR utilisera le câblage mutualisé de l'immeuble, conformément à l'architecture mise en œuvre de façon effective avec France Télécom et Numéricâble.
- Soit au moins un acteur souhaite bénéficier de sa fibre mutualisée, et SFR demandera sa propre fibre mutualisée.

Si l'on se réfère aux déclarations des acteurs à date, on aurait donc deux cas de figure de câblage au sein des immeubles : soit une fibre partagée par tous, soit au moins trois fibres. Seul le premier cas permet d'envisager une mutualisation des déploiements et des investissements ; le second nécessite d'envisager le déploiement de trois réseaux distincts jusqu'au pied des immeubles concernés, visant à raccorder chacun une fibre dédiée.

En tout état de cause, les calculs de SFR montrent que le partage d'un réseau mutualisable point à point à seulement deux acteurs n'offre pas une économie significative par rapport à un déploiement PON seul.

Du fait des délais de réponse impartis par l'Arcep, nous n'avons pu conduire à ce stade qu'une analyse sur une zone qui reste moyennement dense, à Marseille, pour laquelle nous disposons déjà d'un certain nombre d'éléments.

Si le déploiement de la zone reste d'une rentabilité très limitée par un déploiement de chaque acteur en PON (coût moyen hors horizontal palier de 180 € par logement, pour un coût maximal viable économiquement de l'ordre de 230 € par logement), ce modèle apporte les enseignements suivants :

- Un réseau mutualisé point à point en amont des immeubles à seulement deux acteurs n'offre qu'un intérêt très limité par rapport à un déploiement PON seul : l'économie engendrée représente moins de x % de gain en termes d'investissement pour un acteur PON
- Le déploiement par un premier acteur des seuls immeubles de plus de 12 logements de la zone (ce qui semble correspondre à la stratégie actuelle de France Télécom), peut conduire à la préemption de cette zone de façon définitive pour l'ensemble des autres opérateurs qui suivront ; en effet, de la même façon que pour le cas précédent, un déploiement mixte de la zone visant d'une part à aller chercher chacun en pied d'immeuble les immeubles de plus de 12 logements, et d'autre part à ne mutualiser en un point en amont que les plus petits immeubles et les pavillons, ne diminue que très peu les coûts d'investissement nécessaires par rapport à un déploiement PON seul jusqu'au pied des immeubles

Ainsi, seule une mutualisation à trois acteurs sur un point suffisamment agrégé de quelques centaines à quelques milliers de lignes, permet de réaliser une économie substantielle sur le déploiement d'une zone, lorsque cela devient économiquement nécessaire.

Nous ferons parvenir à l'Autorité dans les prochaines semaines, une analyse sur des villes et des quartiers moins denses pourtant listées par l'Arcep dans les zones très denses, qui démontre que celles-ci ne seront pas accessibles pour un opérateur tel que SFR sans un tel niveau de mutualisation.

Le découpage des zones visé par l'Arcep doit donc impérativement distinguer :

- D'une part, des zones très denses, voire des quartiers, dans lesquels le déploiement de trois réseaux jusqu'au pied des immeubles est économiquement viable pour chacun des trois acteurs : ce qui nécessite a priori de restreindre la liste actuellement projetée par l'Arcep
 - o Les immeubles de ces zones seraient a priori déployés en 3 ou 4 fibres, suivant l'architecture finalement retenue
- D'autre part, des zones moins denses, voire des quartiers, dans lesquels une architecture point à point mutualisée entre les trois principaux acteurs agrégeant au moins quelques centaines à quelques milliers de lignes est nécessaire
 - o Les immeubles de ces zones seraient a priori déployés en mono fibre

Si la décision de l'Arcep permet à France Télécom d'initier son déploiement sur des communes ou des quartiers dans lesquels il n'est pas encore présent, et dans lesquels un déploiement n'est pas économiquement viable pour les autres acteurs, l'Arcep crée le risque d'une reconstitution d'un monopole de France Télécom sur ces zones, que les autres acteurs ne pourront pas rattraper, car la présence de France Télécom en support d'un déploiement mutualisé aurait été nécessaire et n'est plus possible, pour adresser ces zones de façon concurrentielle.

3. Sur la nécessité en conséquence de restreindre au moins temporairement la taille des zones très denses

L'Arcep doit donc restreindre les déploiements dans certaines communes ou quartiers, a minima tant que les modalités de raccordement des petits immeubles et pavillons, et a fortiori des quartiers moins denses, ne sont pas définies.

Dans cet objectif, l'Arcep ne peut pas prendre en compte uniquement le pourcentage de la population dans les immeubles de plus de 12 logements, comme c'est le cas dans le projet actuel de décision, mais doit prendre en compte d'une façon plus générale la densité horizontale et verticale de la commune.

L'Arcep pourrait a minima considérer que dans l'attente des résultats des travaux en cours, dans les communes ou quartiers dans lesquels la densité est trop faible, ou l'habitat peu dense majoritaire, le point de mutualisation doit se trouver à un niveau suffisamment agrégé en amont des immeubles, y compris pour les immeubles de plus de 12 logements.

En effet, il ne semble donc pas viable de mixer sur une zone dont la densité horizontale ou verticale serait trop faible, à la fois des déploiements en pied d'immeuble pour les plus grands immeubles et des déploiements en amont pour les plus petits et les pavillons.

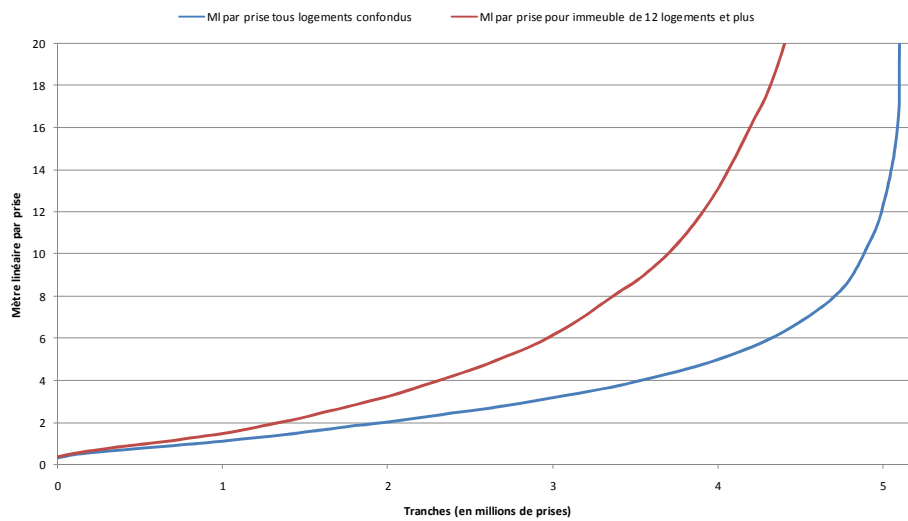
Ce mode de déploiement pourrait notamment amener à une situation dans laquelle seul l'opérateur ayant déployé un point de mutualisation en amont pour les petits immeubles, dont il partagera le coût avec les autres acteurs, parvient à raccorder les immeubles de taille plus importante à un coût marginal par rapport à son déploiement mutualisé. A contrario, les autres opérateurs seraient contraints de déployer des câbles spécifiquement pour ces immeubles de taille plus importante, à un coût marginal spécifique probablement rédhibitoire dans ce cas.

Cette réalité, à savoir l'existence de petits immeubles et de quartiers moins denses, au sein des zones très denses, qui nécessitent une mutualisation plus en amont que le pied d'immeuble, doit conduire à assouplir la possibilité d'obtenir une fibre dédiée au sein de certains immeubles ou quartiers, qui n'est pas compatible du fait de la saturation des fourreaux amont qu'il peut engendrer.

On peut visuellement représenter ces contraintes assez simplement sur les quatre schémas qui suivent.

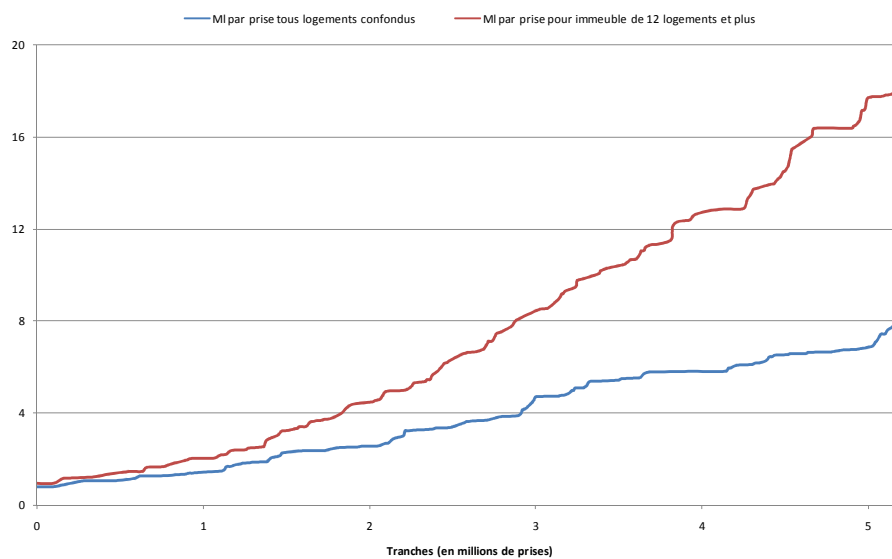
Ces premiers schémas montrent qu'au-delà de 3 millions de prises, il devient quasiment impossible d'aller chercher directement les immeubles de plus de 12 logements, dont le surcoût marginal augmente considérablement. Ce schéma montre également le risque encouru par les autres opérateurs, si France Télécom, en préemptant le premier ces immeubles dans les zones les moins denses, peut contraindre de fait très fortement le déploiement de ceux qui n'en seront pas capables, quel que soit le niveau de mutualisation en amont des plus petits immeubles et pavillons de la zone.

Linéaire par prise dans la zone très dense (maille à l'IRIS*)

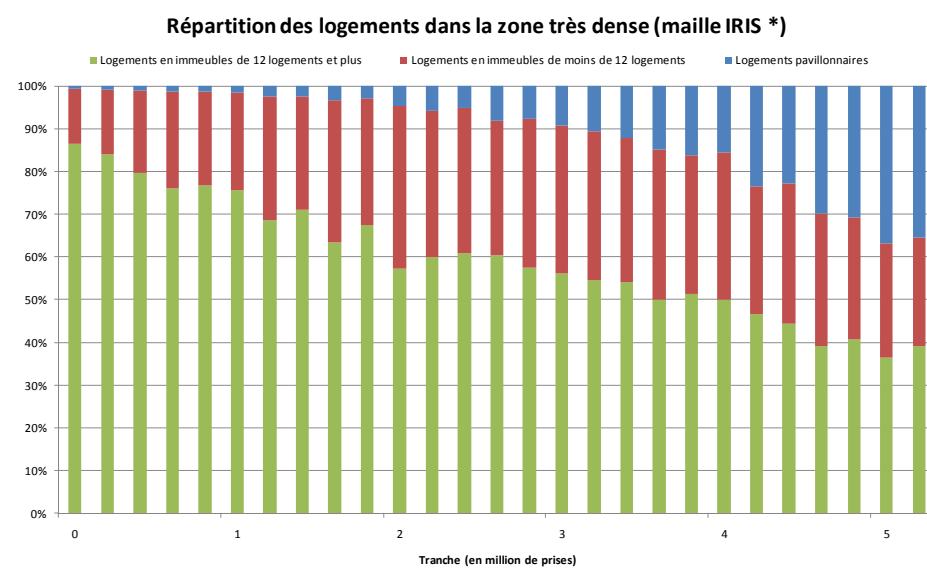


* Les IRIS sont classées et regroupées par tranche de 200 000 prises et la moyenne de mètre linéaire par prise est calculée pour chaque tranche

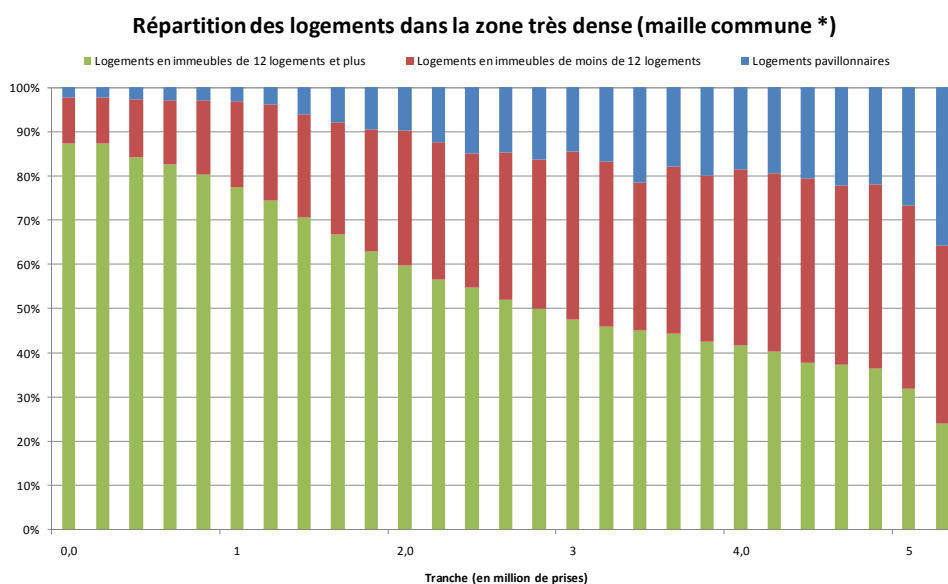
Linéaire par prise dans la zone très dense (maille communale)



Les schémas suivants montrent que ces immeubles de plus de 12 logements deviennent par ailleurs minoritaires, au-delà de 4 M de foyers. Il n'y a donc aucune raison de placer ces zones dans les zones très denses.



* Les IRIS sont classées et regroupées par tranche de 200 000 prises et la répartition des prises par type d'habitat est calculée pour chaque tranche



* Les communes sont classées par taux décroissant de logements en immeubles de 12 logements et plus et regroupées par tranche de 200 000 prises et la répartition des prises par type d'habitat est calculée pour chaque tranche

Afin de déterminer des critères objectifs visant à identifier et restreindre ces zones, nous constatons que l'Arcep prend en compte dans sa liste un nombre important de communes ou quartiers dans lesquels aucun projet de déploiement n'a été initié : il n'y aurait donc a priori de préjudice pour aucun opérateur à figer temporairement les déploiements sur ces communes.

Il faut donc en effet éviter à tout prix que France Télécom tente de préempter ces zones « vierges » sur des bases qui ne seraient pas suffisamment mutualisables, et exclurait de fait toute concurrence.

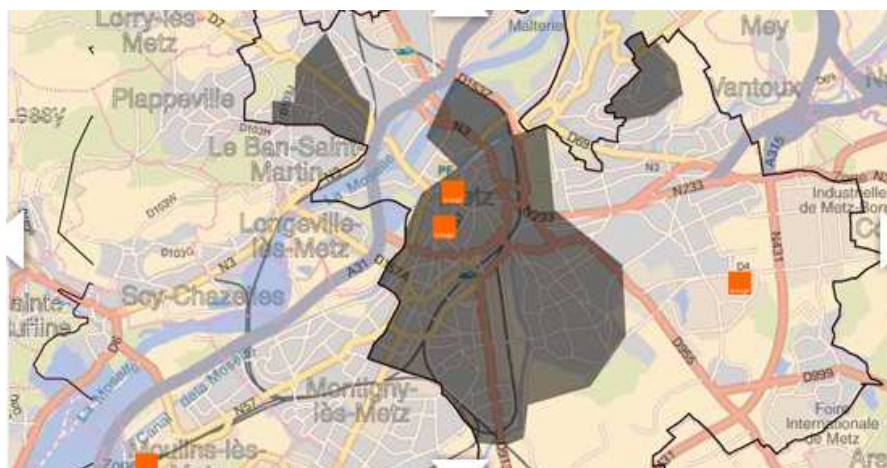
On constate ainsi que le déploiement actuel de France Télécom se concentre aujourd'hui :

- sur des communes très denses,
- et sur les quartiers et les immeubles les plus denses de ces communes.

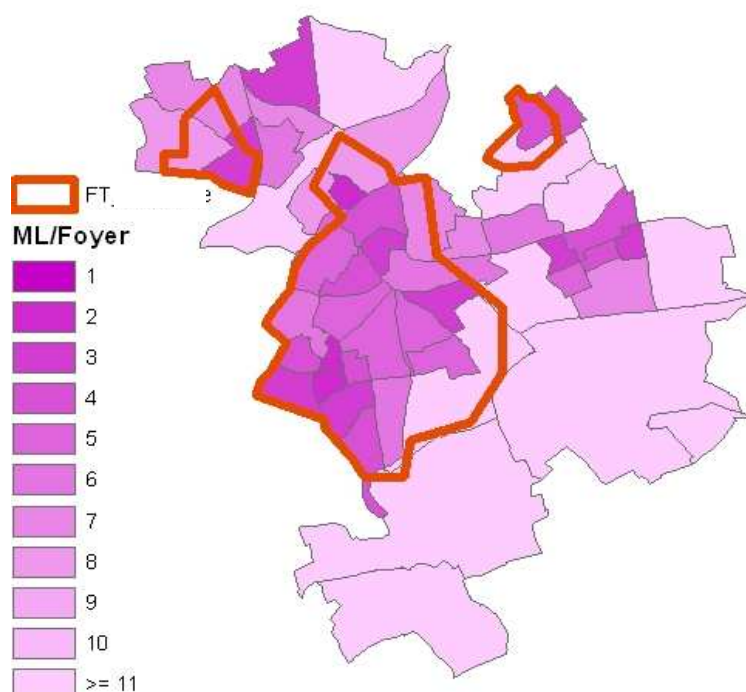
Ainsi, il est factuel et objectif que France Télécom, n'a déployé aucune zone dont le nombre de mètres linéaires par foyer est supérieur ou égal à 7 (voir analyse détaillée jointe en annexe).

Au sein de ces villes, France Télécom s'est, en règle générale, concentrée sur les quartiers les plus denses, au maximum de l'ordre de 5 ml par logement, comme par exemple sur Metz ou Nice :

Metz



Source : site Orange.fr, juillet 2009

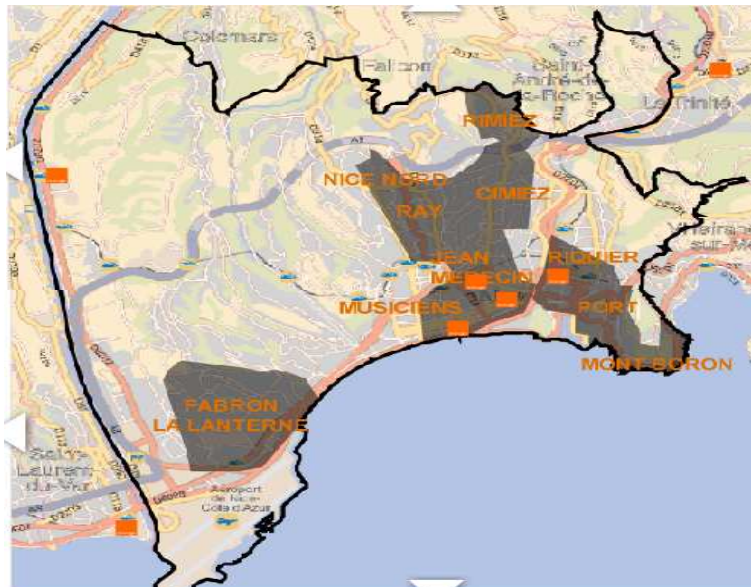


Metz présente en moyenne une densité de 6,5 ml par logement. France Télécom ne couvre que 28 Iris de la commune, sur un total de 48, avec les caractéristiques suivantes :

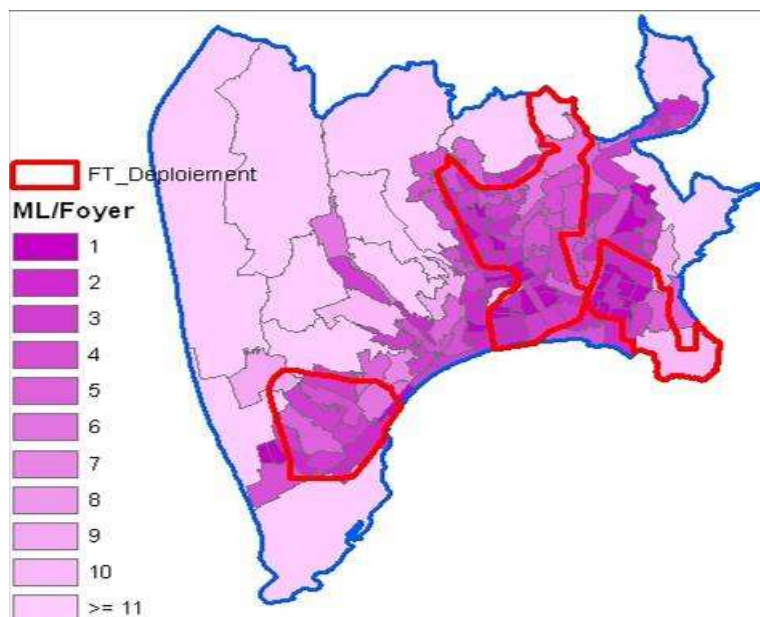
- Iris couverts :
 - o 69% des logements de la commune
 - o Moyenne de 5 ml par logement

- Iris non couverts :
 - o 31% des logements de la commune
 - o Moyenne de 10,3 ml par logement

Nice



Source : site Orange.fr, juillet 2009



Nice présente en moyenne une densité de 4 ml par logement. France Télécom ne couvre que 68 Iris de la commune, sur un total de 156, avec les caractéristiques suivantes :

- Iris couverts :
 - o 52% des logements de la commune
 - o Moyenne de 2,6 ml par logement
- Iris non couverts :
 - o 48% des logements de la commune
 - o Moyenne de 5,6 ml par logement

Il serait donc totalement absurde, alors que France Télécom a démarré son déploiement avec près de deux ans d'avance sur ces concurrents, de prendre en compte dès à présent en zones très denses, des communes ou quartiers de densité inférieure, dont le coût de déploiement n'est pas viable pour les autres acteurs.

La suppression des communes dont la densité est supérieure ou égale à 7 ml par logement supprime 41 communes et 440 000 logements, ce qui est considérable.

L'Arcep doit également retirer certaines communes aberrantes, dans lesquelles, en prenant en compte l'habitat individuel, la proportion de la population dans des immeubles de plus de 12 logements est inférieure à 40%. Leur prise en compte en zones très denses, alors que l'essentiel de la population serait mutualisé en amont des immeubles, paraît inappropriée. A minima, si France Télécom a déjà initié un déploiement dans ces communes, il convient que les quartiers les moins denses, non encore déployés par France Télécom, puissent être assimilés à des zones moins denses.

Ceci représente 17 communes et 755 000 logements.

4. Concernant les modalités d'évolution de la liste des zones très denses

Contrairement à ce que prévoit le projet de décision de l'Arcep, une fois les modalités de déploiement des petits immeubles et quartiers moins denses définies, il est nécessaire que la liste des zones très denses soit restreinte et figée sur une durée raisonnable, afin de donner une visibilité suffisante à l'ensemble des acteurs, et permettre la mise en œuvre au plus tôt de déploiements mutualisés permettant de favoriser la couverture des zones moins denses.

Une durée d'un an paraît un minimum, et conforme à d'autres décisions de l'Arcep, visant à une révision rapprochée de la décision ou de tarifs dans un délai d'un an.

Ce cadre n'entraînerait de réel préjudice pour aucun acteur : au pire, certaines communes dont les caractéristiques seraient considérées un an plus tard comme très denses, pourraient être déployées de façon mutualisée par les acteurs. Le risque inverse, à savoir, une zone dense trop large ou immédiatement évolutive serait bien plus grand, permettant à France Télécom une préemption de certains territoires qui serait irrémédiable.

5. Concernant le débat toujours en cours entre mono et multi fibres

Nous souhaitons alerter l'Arcep sur les risques importants de gel des déploiements, si les acteurs ne parviennent pas à s'accorder sur les modalités de mise en œuvre du multi fibres.

En effet, on constate aujourd'hui encore d'importants différentiels d'estimation des coûts (contrairement à ce que prétend l'Arcep dans son projet, nous estimons pour notre part un surcoût de l'ordre de 25 à 30% par rapport à un câblage mono fibre) et d'architectures envisagées (3 fibres, 4 fibres, avec ou sans boîtier de brassage...).

Par ailleurs, l'absence de modalités de couverture pour les immeubles ou quartiers les moins denses des zones très denses complexifie cette discussion, puisqu'il est possible que ces immeubles ou quartiers soient adressés en mono fibre plus en amont.

Il pourrait être utile que l'Arcep accepte la continuité des câblages en mono fibre tant qu'aucun accord n'est trouvé, afin de ne pas geler les déploiements en cours.

6. Concernant le partage des coûts de câblage des immeubles

Nous soutenons l'approche envisagée par l'Arcep, à savoir d'un côté le partage des coûts joints, sur la base des devis ou factures de l'opérateur d'immeuble, et d'autre part, la répercussion des coûts spécifiques correspondant essentiellement aux modalités de livraison des fibres en pied d'immeuble.

Cependant, afin de limiter tout litige sur l'interprétation de la décision de l'Arcep, il nous semble utile voire nécessaire que celle-ci liste en annexe de sa décision la nomenclature des coûts considérés comme joints, prenant notamment en compte les coûts « annexes » de démarchage des syndicats et d'étude.

7. Concernant les informations préalables

Concernant le délai de transmission des informations sur les immeubles signés et câblés, un certain nombre d'informations sur la localisation et le type de PMI installé ne sont connus que lorsque l'étude technique est réalisée, et le câblage de l'immeuble lancé.

Par ailleurs, le délai de câblage des immeubles, mais également de leur raccordement, suite aux évolutions de l'offre de fourreaux de France Télécom, étant relativement restreint, un délai de trois mois avant toute commercialisation sur un immeuble nous apparaît très disproportionné.

Aussi, nous suggérons les principes suivants :

1- Les adresses des immeubles signés sont communiquées dans le mois suivant leur signature, sans les informations concernant le PMI si celles-ci ne sont pas encore connues.

Ces informations permettent à un opérateur qui le souhaite de commencer à (pré-)commercialiser ses services.

2- La référence du PMI et la date prévisionnelle de déploiement sont fournies au bout de deux mois, permettant un premier niveau d'étude préalable rapide.

3- Lorsque connues, l'opérateur communique les caractéristiques précises du PMI : adresse, type, localisation précise, etc... aux opérateurs intéressés, avec un délai minimal d'un mois par rapport à la commercialisation effective, permettant à un opérateur tiers de raccorder l'immeuble s'il le souhaite, dans les mêmes délais que le câblage réalisé par l'opérateur d'immeuble.

8. Concernant les coûts d'accès aux fourreaux de France Télécom

Nous ne pouvons que réitérer le besoin d'une révision importante des tarifs d'accès aux fourreaux de France Télécom, qui ont un impact de plus en plus important que la densité des zones diminue, et donc les CAPEX de déploiement augmentent.

Celle-ci est aujourd'hui plus qu'urgente, et nous espérons une avancée de l'Arcep dans le même calendrier, c'est-à-dire d'ici à la fin de l'année.